Nations Unies

S/PV.7897



Conseil de sécurité

Soixante-douzième année

Provisoire

7897e séance

Vendredi 10 mars 2017, à 15 heures
New York

Président :	M. Rycroft	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
Membres :	Bolivie (État plurinational de)	M. Llorentty Solíz
	Chine	M. Shen Bo
	Égypte	M. Aboulatta
	États-Unis d'Amérique	Mme Sison
	Éthiopie	M. Woldegerima
	Fédération de Russie	M. Safronkov
	France	M. Delattre
	Italie	M. Cardi
	Japon	M. Bessho
	Kazakhstan	M. Sadykov
	Sénégal	M. Ciss
	Suède	M. Skau
	Ukraine	M. Vitrenko
	Uruguay	M. Rosselli

Ordre du jour

Exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

17-06390 (F)







La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que tous les membres du Conseil de sécurité, de m'avoir invité à présenter au Conseil un exposé sur la visite que j'ai effectuée au cours des derniers jours dans des pays qui connaissent ou risquent de connaître la famine, à savoir le Yémen, le Soudan du Sud et la Somalie. Je vais également aborder brièvement les résultats de la Conférence humanitaire d'Oslo sur le Nigéria et la région du lac Tchad.

Je me suis également rendu dans la région somalie d'Éthiopie et dans le nord du Kenya où les populations pastorales sont les plus touchées par la terrible sécheresse qui sévit dans cette partie du continent africain. Plus de 2,7 millions de Kényans sont aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire, un chiffre qui pourrait atteindre les 4 millions d'ici le mois d'avril. En collaboration avec le Gouvernement kényan, l'Organisation des Nations Unies va bientôt lancer un appel visant à récolter 200 millions de dollars afin de fournir d'urgence une aide et une protection vitales. Toutefois, mes observations suivantes porteront essentiellement sur mes autres visites de ces 16 derniers jours.

Je commencerai par le Yémen. La crise humanitaire dans ce pays est déjà la plus importante au monde, et le peuple yéménite est maintenant confronté au spectre de la famine. Aujourd'hui, deux tiers de la population – 18,8 millions de personnes – ont besoin d'aide, tandis que 7 millions d'autres ont faim et ne savent pas d'où viendra leur prochain repas. Ce sont 3 millions de plus qu'en janvier. Alors que les combats au Yémen se poursuivent et s'intensifient, les déplacements augmentent. Les établissements sanitaires ayant été détruits ou endommagés, les maladies se propagent partout dans le pays.

J'ai parlé avec des gens à Aden, à Ebb, à Sanaa et avec d'autres en provenance de Taëz. Ils m'ont raconté des histoires horribles de déplacement, m'ont dit comment ils ont échappé à des violences et à des destructions indicibles à Mocha et dans la ville de Taëz dans le gouvernorat de Taëz. J'ai pu constater en personne les conséquences qu'entraînent la perte de domicile et des moyens de subsistance, la malnutrition, la faim et des conditions de vie misérables dans des écoles détruites, des appartements inachevés et des sous-sols humides en béton. Ces deux derniers mois seulement, plus de 48 000 personnes ont fui les combats, les mines et les engins explosifs improvisés dans la ville de Mocha et dans les champs environnants. J'ai rencontré un nombre incalculable d'enfants sous-alimentés et malades. Ma petite équipe a rencontré une fillette déplacée à Ebb qui avait encore des éclats d'obus dans la jambe et dont le frère était profondément traumatisé. J'ai fait la connaissance d'une jeune fille de 13 ans qui avait fui Taëz et devait s'occuper de ses sept frères et sœurs. Je me suis entretenu avec des familles vivant dans une école en ruines qui avaient été déplacées à Aden lorsque leurs maisons avaient été détruites par des frappes aériennes. Elles m'ont toutes dit trois choses : elles ont faim, elles sont malades et elles ont besoin que la paix revienne pour qu'elles puissent rentrer chez elles.

Je me suis rendu à Aden sur le premier vol humanitaire des Nations Unies et me suis entretenu avec le Président, le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères de la République du Yémen. Je me suis également entretenu avec les hauts responsables des Houthistes et les autorités du Congrès populaire général à Sanaa. J'ai parlé de la situation humanitaire et rappelé qu'il était important d'empêcher une famine, de mieux faire respecter le droit international humanitaire et de protéger les civils. J'ai exigé un accès humanitaire total, sûr et sans entraves. Tous mes homologues ont promis de faciliter un accès continu et de respecter le droit international humanitaire. Pourtant, toutes les parties au conflit refusent de manière arbitraire d'accorder un accès humanitaire continu et politisent l'aide. Les souffrances humanitaires que nous observons au Yémen aujourd'hui sont déjà imputables aux diverses parties et à leurs agents, et s'ils ne changent pas de comportement immédiatement, ils devront être tenus pour responsables de la famine, des morts inutiles et de l'augmentation des souffrances qui s'ensuivront.

En dépit des conditions presque impossibles et terrifiantes, l'ONU et ses partenaires humanitaires ne sont pas dissuadés d'agir et s'attachent plus encore à répondre aux besoins humanitaires partout dans le pays. Durant le seul mois de février, 4,9 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire. Nous continuons à négocier un accès et à enregistrer de modestes progrès. Par exemple, en dépit des assurances données par l'ensemble des parties que la route de Taëz était sûre, mon équipe et moi-même nous en sommes vu refuser l'accès et avons dû battre en retraite pour nous mettre en sécurité lorsque nous avons essuyé des coups de feu. Mais nous avons réussi à utiliser cette expérience pour atteindre la population de Taëz grâce à un camion humanitaire qui, pour la première fois depuis août 2016 a pu apporter huit tonnes de médicaments essentiels en empruntant la route entre Ebb et Taëz. Nous ferons tout notre possible pour trouver d'autres voies d'accès. Nous devons réussir, car de nombreuses vies dépendent de nous, l'ensemble de la famille humanitaire.

Pour 2017, la communauté humanitaire a besoin de 2,1 milliards de dollars pour atteindre 12 millions de personnes au Yémen ayant besoin d''assistance et de protection. Seulement 6 % de ce montant ont été reçus jusqu'à présent. Une conférence internationale d'annonces de contributions est prévue au niveau ministériel le 25 avril, mais la situation est si précaire que je demande aux bailleurs de fonds de donner dès maintenant et sans attendre. Toutes les contributions et promesses de contributions faites depuis le 1er janvier seront comptabilisées durant cette conférence.

Je continue d'adresser le même message à tous : seul un règlement politique réussira à mettre fin aux souffrances humaines et apportera la stabilité dans la région. Et à ce stade, seule une réponse combinée avec le secteur privé peut éviter la famine. Il faut permettre que les importations commerciales reprennent à travers l'ensemble des points d'entrée au Yémen, notamment et en particulier le port de Hodeïda, qui doit rester ouvert et être agrandi. Avec un accès accru et des fonds supplémentaires, les travailleurs humanitaires pourront faire plus, mais ils ne sont pas la solution à long terme à la crise qui va en s'aggravant.

Comme je viens de le dire, une conférence d'annonces de contributions au niveau ministériel afin de financer l'action humanitaire au Yémen pour 2017 aura lieu à Genève le 25 avril. Le Secrétaire général présidera cet événement, organisé conjointement par les Ministères des affaires étrangères de la Suède et de la Suisse dans le but d'obtenir des ressources et un accès accrus. Pour 2017, le plan d'action humanitaire au Yémen a besoin de 2,1 milliards de dollars pour venir en aide à 12 millions de personnes dans le besoin dans les 22 gouvernorats du pays.

J'en viens maintenant au Soudan du Sud, où je me suis rendu les 4 et 5 mars. La situation est pire qu'elle n'a jamais été. La famine au Soudan du Sud est le fait de l'homme. Les parties au conflit sont parties à la famine – tout comme ceux qui n'interviennent pas pour stopper la violence.

Plus de 7,5 millions de personnes ont besoin d'aide, soit 1,4 million de plus que l'année dernière. On compte 3,4 millions de déplacés, dont 200 000 ayant fui le Soudan du Sud rien que depuis janvier. Un état de famine localisée a été déclaré à Leer et à Mayendit le 20 février, une région où la violence et l'insécurité compromettent l'accès humanitaire depuis des années. On estime à plus d'un million le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë dans le pays, dont 270 000 risquent de mourir à tout moment si une aide ne leur parvient pas à temps. Dans l'intervalle, l'épidémie de choléra qui s'est déclarée en juin 2016 s'est propagée aujourd'hui à d'autres localités.

Je me suis rendu à Ganyiel, dans l'État de l'Unité, où les gens ont fui les affres de la famine et du conflit. J'ai pu constater dans quelle mesure le travail des humanitaires pouvait atténuer les souffrances. Je me suis entretenu avec une vieille femme qui accompagnait son petit-fils traité pour malnutrition. J'ai écouté des femmes qui ont fui les combats avec leurs enfants à travers les marécages, de l'eau jusqu'à la taille, pour trouver de quoi manger et des médicaments. Certaines d'entre elles ont été victimes des actes de violence sexuelle les plus abjects qui soient – la violence sexuelle continuant d'être utilisée comme arme de guerre. Leurs histoires déchirantes ne sont qu'un exemple parmi les milliers d'autres récits de femmes ayant connu le même sort partout dans le pays.

Les agents humanitaires sont à pied d'oeuvre. L'année dernière, les partenaires ont réussi à acheminer une aide à plus de 5,1 millions de personnes. Toutefois, la poursuite des hostilités, le refus d'accès et les entraves bureaucratiques continuent de nuire aux efforts pour atteindre ceux qui ont désespérément besoin d'aide. Des travailleurs humanitaires ont été tués. Des installations humanitaires ont été attaquées et occupées par des acteurs armés et des fournitures pillées. Récemment, les combats ont forcé les organismes humanitaires à quitter

un des comtés touchés par la famine. Les garanties d'accès sans conditions et sans entraves bureaucratiques données par les hauts responsables gouvernementaux doivent maintenant se traduire en actes sur le terrain.

En Somalie, plus de la moitié de la population, soit 6,2 millions de personnes, a besoin d'aide humanitaire et de protection, dont 2,9 millions de personnes menacées par la famine et nécessitant une aide immédiate pour les sauver ou les maintenir en vie. Près d'un million d'enfants âgés de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë cette année. Rien que ces deux derniers mois, quelque 160 000 personnes ont été déplacées du fait d'une sécheresse grave, et sont venues s'ajouter au 1,1 million de personnes vivant déjà dans des conditions effroyables partout dans le pays.

Ce que j'ai vu et entendu au cours de ma visite en Somalie est affligeant – des femmes et des enfants doivent marcher pendant des semaines à la recherche d'eau et de nourriture. Ils ont perdu leur bétail, les points d'eau se sont taris et il ne leur reste rien pour survivre. Ayant tout perdu, femmes, garçons, filles et hommes se déplacent maintenant vers les centres urbains.

Nous nous sommes rendus à Baidoa avec le Secrétaire général, dont c'était la première visite sur le terrain depuis son entrée en fonctions. Nous y avons rencontré des personnes déplacées traversant des épreuves qu'aucun d'entre nous ne peut imaginer. Nous sommes allés à l'hôpital régional où des enfants et des adultes luttent désespérément contre la diarrhée, le choléra et la malnutrition. Encore une fois, s'il était encore besoin de preuves, il est clair que quand ce n'est pas par la malnutrition ou la mort, ces personnes sont toujours rattrapées par la maladie.

De vastes territoires du sud et du centre de la Somalie restent sous le contrôle ou l'influence des Chabab, la situation en matière de sécurité y est très instable. L'année dernière, quelque 165 incidents violents – soit une hausse de 18 % par rapport à 2015 – ont eu une incidence directe sur le travail humanitaire et coûté la vie à 14 travailleurs humanitaires. Les Chabab, les forces gouvernementales et d'autres milices continuent aussi de bloquer les principales voies d'acheminement de l'aide vers les villes de 29 des 42 districts du sud et du centre de la Somalie. Cela réduit l'accès aux marchés, ainsi qu'aux produits et services de base, et compromet gravement les moyens d'existence. Les barrages et la double taxation empêchent les fermiers de transporter leurs céréales. Il est essentiel que les forces somaliennes et celles de le Mission de l'Union africaine en Somalie sécurisent les voies d'accès vitales pour permettre l'acheminement par route d'une aide pouvant sauver des vies et assurer un relèvement à long terme. De grands espoirs sont placés à cet égard dans le nouveau Gouvernement.

Les indicateurs actuels sont à l'image de la situation dramatique de 2011, lorsque la Somalie était en proie à la famine. Il convient de noter que lorsque l'état de famine a été officiellement déclaré en 2011, la moitié des 260 000 personnes touchées étaient déjà décédées. Cela est important pour les points que je vais soulever tout à l'heure. Toutefois les partenaires humanitaires disposent aujourd'hui d'une présence plus importante, de programmes d'assistance en espèces mieux adaptés et de données plus fiables grâce aux évaluations. En outre, ils contrôlent mieux les ressources et ont un meilleur processus de sélection des partenaires, ainsi que des partenariats plus solides avec les pouvoirs publics. Le Gouvernement a récemment déclaré l'état de catastrophe naturelle suite à la sécheresse et il est en train de prendre des mesures pour travailler avec les partenaires humanitaires aux fins d'une réponse coordonnée. Pour dire les choses clairement, nous pouvons éviter la famine en Somalie. Nous avons un Président déterminé qui a été clair, un bilan solide en matière de résilience et d'aide humanitaire, et un plan détaillé. Nous sommes prêts en dépit des risques et menaces incroyables que cela comporte. Nous disposons d'un leadership local et international. Nous avons un large accès. Ce qu'il faut maintenant, c'est que la communauté internationale réunie ici ainsi que les organismes et les pays donateurs investissent en Somalie. Des vies sont en jeu et nous avons besoin de ces sommes énormes tout de suite.

Dans ces trois pays ainsi que dans le nord-est du Nigéria, un apport immédiat de fonds ainsi qu'un accès sûr et sans entraves sont indispensables pour permettre aux partenaires d'éviter une catastrophe; faute de quoi de nombreuses personnes sont vouées à mourir de faim, les moyens de subsistance vont être perdus et les avancées politiques obtenues de haute lutte ces dernières années seront effacées. Pour être précis, il nous faut 4,4 milliards de dollars d'ici à juillet – et ce chiffre correspond à des dépenses détaillées, ce n'est pas un montant négociable.

Avant de me rendre dans ces pays, je suis allé à Oslo, où les Gouvernements norvégien, allemand et nigérian, en partenariat avec les Nations Unies, organisaient une conférence humanitaire sur le Nigéria et la région du lac Tchad. Quelque 10,7 millions de personnes y ont besoin d'aide humanitaire et de protection, dont 7,1

millions sont déjà en situation d'insécurité alimentaire grave. Les partenaires humanitaires ont intensifié leur action pour atteindre les groupes les plus vulnérables menacés par la violence, l'insécurité alimentaire et la famine, en particulier dans le nord-est du Nigéria, ainsi que de nombreux membres du Conseil ont pu le constater par eux-mêmes au cours de la mission qu'ils ont effectuée dernièrement dans la région. Quatorze donateurs ont promis de verser 672 millions de dollars, dont 458 millions pour l'action humanitaire en 2017. C'est une très bonne nouvelle et je félicite ceux qui ont fait ces généreuses promesses. Je demande instamment aux autres de suivre leur exemple. Mais il faut beaucoup plus toutefois pour réunir le montant de 1,5 milliard nécessaire pour fournir l'aide dont ont besoin les populations de toute la région du lac Tchad.

Nous nous trouvons à un moment crucial de notre histoire. L'année ne fait que commencer et nous sommes déjà confrontés à la plus grave crise humanitaire depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Plus de 20 millions de personnes dans quatre pays sont actuellement menacées par la malnutrition et la famine. Sans une action internationale collective et coordonnée, les gens vont tout simplement mourir de faim, tandis que de nombreux autres mourront de maladie. Les enfants connaîtront des retards de croissance et de scolarité. Les moyens de subsistance, les perspectives d'avenir et les espoirs seront balayés. La capacité de résistance des communautés faiblira rapidement. Les progrès obtenus en matière de développement seront anéantis. Un grand nombre de personnes sera déplacé et continuera d'errer pour survivre, aggravant un peu plus l'instabilité dans des régions entières. On ne saurait donc sous-estimer l'importance que revêtent l'avertissement et l'appel à l'action lancés par le Secrétaire général. Il a eu raison de prendre le risque et de tirer la sonnette d'alarme à un stade précoce, sans attendre que les visages émaciés d'enfants mourants soient sur tous les écrans de télévision du monde pour susciter une réaction et mobiliser les fonds nécessaires.

L'ONU et les partenaires humanitaires sont en train de réagir. Nous avons mis en place des plans stratégiques, coordonnés et hiérarchisés dans chacun de ces pays. Nous avons les dirigeants qu'il faut et des équipes dédiées héroïques sur le terrain. Nous travaillons main dans la main avec les partenaires de développement afin de conjuguer les mesures de survie immédiates au développement durable à long terme. Nous sommes prêts à intensifier nos efforts. Pour dire les choses franchement, ce n'est pas le moment de demander plus de détails ou de poser la fameuse question d'atermoiement, « À quoi donneriez-vous la priorité? ». Chaque vie au bord de la famine et de la mort mérite d'être sauvée.

Aujourd'hui, nous avons besoin que la communauté internationale et le Conseil agissent.

D'abord et avant tout, ils doivent agir rapidement pour s'attaquer aux facteurs qui précipitent la famine. Il est essentiel de préserver et de restaurer un accès normal à l'alimentation, tout en veillant à ce que toutes les parties respectent le droit international humanitaire.

Deuxièmement, à condition de disposer d'un appui financier suffisant et en temps voulu, les travailleurs humanitaires peuvent encore contribuer à éviter le pire. Pour ce faire, ils ont besoin d'un accès sûr, complet et sans entrave aux populations dans le besoin. Les parties au conflit doivent respecter ce principe fondamental du droit international humanitaire, et ceux qui ont une influence sur les parties doivent en user maintenant.

Troisièmement, les combats doivent cesser. Poursuivre sur la voie de la guerre et de la conquête militaire – je pense que nous le savons tous – ne peut conduire qu'à l'échec, à l'humiliation et à la turpitude morale. C'est nous qui serions responsables de la faim et des privations incalculables dont souffriraient des millions de personnes à cause de cela.

Qu'il me soit permis de résumer tout cela très brièvement. La situation des populations dans chacun de ces pays est catastrophique, et sans une réponse majeure de la part de la communauté internationale, elle ne va que s'aggraver. Les quatre pays ont une chose en commun : le conflit. Cela signifie que nous, au Conseil, avons la possibilité de prévenir et de mettre fin à davantage de malheurs et de souffrances. L'ONU et ses partenaires sont prêts à intensifier leurs efforts, mais nous devons pouvoir accéder aux populations et disposer des ressources nécessaires pour le faire. Tout cela peut être évité. Il est possible d'éviter cette crise, d'éviter ces famines, d'éviter ces catastrophes humaines imminentes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie vivement M. O'Brien de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

Avant cela, je remercie les membres du Conseil d'avoir largement respecté leur temps de parole ce matin. Cet après-midi aussi, le voyant lumineux

commencera à clignoter si les représentants ne terminent pas leur déclaration dans les cinq minutes imparties et, si nécessaire, j'utiliserai mon martelet pour les y encourager.

Je donne la parole au représentant de la Fédération de Russie, qui a convoqué la présente séance.

M. Safronkov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous voudrions tout d'abord remercier le Secrétaire général adjoint, M. Stephen O'Brien, de son exposé très complet et objectif sur les résultats de sa récente visite dans plusieurs pays qui se trouvent dans une situation humanitaire très difficile. En demandant cette séance, nous étions motivés avant tout par la nécessité d'obtenir des informations de première main sur ce qui se passe dans les pays touchés par une catastrophe humanitaire, et notamment sur la situation en République du Yémen.

Une grande partie de la population de ce pays traditionnellement ami de la Russie a besoin d'une assistance humanitaire. Le pays est au bord de la famine. Les infrastructures civiles sont en ruines, et de nombreux commerces et installations ont été détruits. Je tiens, avant tout, à saluer le travail courageux qu'accomplit avec abnégation le personnel humanitaire des Nations Unies au Yémen, y compris le Coordonnateur de l'action humanitaire Jamie McGoldrick. Ils continuent de s'acquitter de tâches très concrètes dans des conditions difficiles pour venir en aide à la population du pays.

Par l'entremise de son ambassade à Sanaa, notre pays a contribué à établir un secrétariat chargé de coordonner la coopération entre les structures humanitaires des Nations Unies et les autorités locales de la République du Yémen dans la capitale. Le secrétariat sera chargé de régler les problèmes liés à la distribution de l'aide à ceux qui sont dans le besoin. Nous appelons toutes les parties à s'abstenir de rechercher une solution militaire au conflit. Une telle approche ne produira pas de résultats efficaces et à long terme. Cela ne ferait qu'accroître les malentendus et la méfiance entre les parties yéménites et réduire les chances d'un retour à la paix. Nous sommes convaincus que le règlement du conflit en Yémen ne peut se faire que par la voie politique et par des négociations fondées sur une feuille de route équilibrée menant à une solution.

L'échec des efforts de la communauté internationale pour amener les Yéménites à un accord ne signifie pas que nous devrions tout simplement abandonner cette entreprise. Par le biais de notre ambassade au Yémen, nous continuons de travailler avec toutes les parties au conflit et les exhortons à s'abstenir de décisions unilatérales qui risquent de nuire au processus de négociation. Comme l'a dit à juste titre M. O'Brien, la réponse à tous les problèmes liés à ce conflit ne peut être que politique.

Bien évidemment les grands gagnants du conflit yéménite sont , l'État islamique d'Iraq et du Levant et Al-Qaida dans la péninsule arabique. En ce qui concerne la Somalie, les Chabab sont les seuls gagnants. D'autres groupes terroristes et extrémistes qui contrôlent des régions entières dans le sud et l'est du Yémen tirent également leur épingle du jeu. Nous savons d'expérience que la lutte contre les terroristes ne saurait souffrir aucun retard. Tout atermoiement ne fera que compliquer la situation.

Nous ne pouvons qu'être préoccupés par la situation humanitaire dans les pays africains visités par M. O'Brien. Beaucoup de défis restent à relever en Somalie, où le groupe terroriste des Chabab sème la terreur. Le Soudan du Sud est confronté à des problèmes tout aussi urgents Nous devons également unir nos efforts aux échelons régional et international. Ce n'est que par des efforts collectifs que nous parviendrons à trouver des solutions appropriées.

M. Delattre (France) : Je voudrais commencer par remercier M. Stephen O'Brien de sa présentation très éclairante, de son engagement exemplaire et de son appel pressant à tous les acteurs concernés alors que des millions de personnes sont menacées de famine au Yémen, en Somalie, au Nigéria et sont déjà en situation de famine, malheureusement, au Soudan du Sud. Je voudrais également rendre hommage au travail admirable des acteurs humanitaires sur le terrain, dans des conditions souvent très difficiles.

Je souhaite mettre aujourd'hui en avant trois messages principaux.

Le premier message, c'est que l'action de l'ONU, pour essentielle qu'elle soit, ne peut se substituer aux responsabilités qu'ont les Gouvernements de ces quatre pays vis-à-vis de leurs populations. C'est en effet à ces gouvernements qu'incombe au premier chef la responsabilité de protéger leurs populations.

Au Soudan du Sud, la déclaration récente de famine dans certaines zones du pays est une illustration de la situation dramatique dans laquelle le conflit politique qui y fait rage depuis plus de trois ans a plongé le pays. Du fait des combats et des violences

qui les ciblent délibérément, des populations entières ont dû quitter leurs terres et leur village et ne peuvent plus produire leurs propres moyens de subsistance. La crainte de la violence fait que certaines de ces terres, pourtant fertiles, ne sont pas ensemencées. Ne nous y trompons pas : cette famine est en grande partie le fait de l'action des hommes.

Nous appelons le Gouvernement sud-soudanais à prendre en compte les besoins de sa population. Au Soudan du Sud et au Yémen, seule une solution politique aux conflits permettra de remédier aux causes profondes de ces conflits et de mettre fin aux souffrances des populations. À cet égard, nous soutenons les efforts de médiation menés par l'ONU et notamment le travail de l'Envoyé spécial pour le Yémen, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, pour permettre la reprise et la poursuite des négociations et la cessation prochaine et durable des hostilités.

Au Soudan du Sud, nous appelons à la mise en œuvre rapide de l'accord de paix que le dialogue national ne doit pas occulter. L'état de droit et la bonne gouvernance sont également des éléments indispensables pour lutter contre de tels fléaux. Dans ce sens, nous espérons que les engagements pris par le nouveau Président somalien, M. Farmajo, seront suivis d'actes concrets, s'agissant notamment de la réforme du secteur de sécurité. Au Soudan du Sud, la réduction de l'espace des libertés publiques est préoccupante.

Le deuxième message que je souhaite souligner aujourd'hui, c'est que l'ONU et les acteurs humanitaires doivent pouvoir avoir accès à toutes les populations dans le besoin sans restrictions, sans entraves bureaucratiques, sans menaces à leur sécurité. Or les tensions croissantes, voire l'hostilité à l'encontre des acteurs humanitaires, font obstacle à l'acheminement des approvisionnements et à la délivrance de services de besoins primaires. À cela s'ajoute souvent le refus d'accès par les groupes armés sur le terrain, ainsi que les blocages administratifs et les longues procédures bureaucratiques. Comme M. O'Brien vient de l'évoquer, les entraves à l'assistance humanitaire continuent de se multiplier.

Les gouvernements des États concernés ont une responsabilité particulière. Ils doivent assurer un accès sécurisé et sans entrave administrative aux Nations Unies et aux acteurs humanitaires partout où les populations ont besoin d'une aide d'urgence. Les divers obstacles bureaucratiques imposés par les autorités, notamment sud-soudanaises, contribuent à ralentir l'acheminement de l'aide nécessaire aux populations les plus vulnérables.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation au Soudan du Sud, où les acteurs humanitaires et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud sont beaucoup trop souvent la cible d'attaques, de harcèlement ou de restrictions d'accès. Ces entraves sont le fait de toutes les parties au conflit, qu'il s'agisse de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), de l'APLS dans l'opposition ou des divers groupes armés qui se multiplient dans le pays; ces restrictions d'accès doivent cesser immédiatement. Nous devons exprimer collectivement et sans ambiguïté notre condamnation de telles entraves, qui sont contraires au droit international humanitaire. Je rappelle l'obligation pour toutes les parties aux conflits de faciliter la livraison des approvisionnements alimentaires, sans quoi, toute la mobilisation de la communauté internationale serait absolument sans effet.

Ces problématiques se posent également avec une acuité particulière au Yémen, où la poursuite des combats menace de dégrader encore davantage la situation humanitaire. Les parties au conflit doivent cesser sans délai les attaques indiscriminées contre les civils et les infrastructures civiles, susceptibles d'être qualifiées de crimes de guerre. Il est également impératif que les acteurs humanitaires puissent bénéficier d'un accès sans entrave afin d'acheminer auprès des populations les biens de première nécessité.

Le troisième message que je souhaite porter aujourd'hui, c'est que pour faire face à l'ampleur des besoins financiers, il est important de favoriser une approche globale afin de créer des synergies, d'améliorer la coordination avec les autres bailleurs et de mobiliser toutes les bonnes volontés, y compris, comme l'a dit Stephen O'Brien, les donateurs privés et les entreprises, ainsi que les bailleurs « non traditionnels », notamment les pays émergents. C'est grâce à la mobilisation de tous et à l'activation de tous les leviers à notre disposition que nous pourrons venir en aide aux populations dans le besoin et répondre à l'appel de Stephen O'Brien. Dans ce cadre, nous saluons la tenue de la conférence des donateurs pour le Yémen, qui se tiendra le 25 avril prochain à Genève.

M. Rosselli (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Ce n'est pas la première fois que je ne sais si je dois remercier M. O'Brien de ses exposés, car ils sont en général profondément bouleversants. Mais, à vrai dire, je le remercie de nous émouvoir aussi profondément

et du travail approfondi qu'il fait et dont il nous rend régulièrement compte.

J'aurais également souhaité m'exprimer avant l'Ambassadeur de la France, parce que mon ami M. Delattre a vidé le contenu de mon intervention et qu'il me reste très peu à dire après son intervention. Notre intention était de parler des similitudes entre les problèmes et, comme l'ont souligné M. O'Brien et M. Delattre, nous parlons de crises humanitaires dont le dénominateur commun est qu'elles se transforment en conflits ouverts. En conséquence, il est absolument nécessaire de mettre l'accent sur le règlement de ces conflits. À cette fin, il est nécessaire que tous les acteurs qui ont de l'influence puissent l'exercer. Dans le même temps, il est fondamental de garantir l'accès de l'aide humanitaire à la population civile.

Comme je le disais, M. Delattre a fondamentalement détruit mon intervention, mais je souhaite néanmoins mettre un accent particulier sur une chose qui préoccupe constamment ma délégation, à savoir les attaques aveugles contre des hôpitaux, des écoles et des infrastructures civiles. La fréquence de ces attaques est inhabituelle : des dizaines d'installations ont été la cible d'attaques qui ont causé des pertes humaines. Par exemple, au Yémen, la moitié des hôpitaux sont hors-service. Je ne vais pas abuser du temps de parole, car comme je le disais, l'essentiel de notre déclaration a été couvert.

Mme Sison (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, dont l'exposé n'était clairement pas un condensé des remarques habituelles. M. O'Brien vient de décrire ce qui pourrait bientôt devenir la plus grave urgence alimentaire de l'époque moderne, à moins que les États Membres de l'ONU ne prennent dès à présent des mesures pour y remédier.

L'ONU nous avertit que plus de 20 millions de personnes sont en proie à la famine au Yémen, au Soudan du Sud, en Somalie et dans le bassin du lac Tchad. Comme l'a signalé M. O'Brien dans son exposé, l'état de famine a déjà été déclaré dans certaines zones du Soudan du Sud. Le Yémen, la Somalie et le bassin du lac Tchad pourraient bientôt connaître le même sort si la communauté internationale n'intervient pas immédiatement.

Chaque membre du Conseil de sécurité et de l'ONU devrait être outré que nous soyons confrontés à la famine en 2017. La famine est une crise provoquée par l'homme à laquelle l'homme doit trouver des solutions. Aucun pays ne devrait être confronté à la famine dans un monde qui a largement assez de vivres pour nourrir chaque personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher que la famine se propage. Ce n'est pas inévitable. Cependant, prévenir la famine signifie que les parties qui se battent sur le terrain doivent faire une priorité de l'accès aux vivres, aux soins de santé et à toute autre forme d'aide vitale. Elles doivent également prendre des mesures pour réduire les incidences des hostilités sur la population civile. Nous engageons donc les membres du Conseil à user de leur influence sur les parties dans ces quatre situations afin qu'elles garantissent un accès sans entrave et ne bloquent pas l'acheminement de l'aide.

En outre, il est capital que l'ONU et ses partenaires disposent des ressources nécessaires pour agir. À ce jour, les quatre appels pour le Yémen, le Soudan du Sud, la Somalie et le Nigéria ne sont financés qu'à hauteur de 1,6 %. Collectivement, nous devons contribuer davantage à cet effort de secours. Sur la base du nombre de personnes concernées, c'est au Yémen que l'enjeu est le plus élevé, comme nous l'a fait comprendre M. O'Brien. L'ONU a évalué que 65 % des foyers yéménites sont touchés par l'insécurité alimentaire. Quelque 7,3 millions de personnes ont besoin de vivres et d'une aide d'urgence, et 460 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë – soit une augmentation de 200 % par rapport à 2014. En outre, nous apprenons que l'UNICEF estime qu'un enfant meurt toutes les 10 minutes au Yémen de causes liées à la malnutrition. Nous savons que le Yémen dépend lourdement des importations pour l'alimentation et que l'aide humanitaire ne suffit pas à répondre aux besoins considérables. L'importation de denrées alimentaires est essentielle afin d'éviter la famine. Et comme dans les trois autres cas, au Yémen, le règlement du conflit serait le meilleur moyen d'atténuer la crise humanitaire.

C'est pourquoi les États-Unis appuient les efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, pour rétablir la cessation des hostilités et ramener les parties à la table des négociations. Le conflit au Yémen ne peut être réglé par la force. Une paix globale exige que toutes les parties consentent des compromis dans l'intérêt du peuple yéménite. Tant que durera le conflit, les parties doivent faciliter un accès permanent, à la fois pour l'aide humanitaire et les importations de vivres, de médicaments, de carburant et d'autres fournitures de base. Ces biens essentiels doivent pouvoir être acheminés dans tous les ports du Yémen, et ils doivent pouvoir circuler à

l'intérieur du pays. Le mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies joue un rôle clef dans la facilitation des livraisons de vivres. Cependant, les difficultés d'accès, en particulier à Hodeïda – comme l'a noté M. O'Brien – contribuent au risque de famine. La fermeture de l'aéroport de Sanaa et de points de contrôle sur le terrain complique encore davantage les opérations de secours. Les obstructions à l'acheminement de l'aide au Yémen doivent être levées.

Les États-Unis prient par ailleurs les partenaires internationaux et régionaux d'aider les Yéménites à pouvoir de nouveau acheter des vivres. Contribuer aux programmes de transfert en espèces qui fournissent une aide financière aux familles yéménites les plus démunies permettrait à leur épargner la faim.

L'ONU a déjà déclaré l'état de famine dans certaines zones du Soudan du Sud. Ce sont les dirigeants du pays, qui sont engagés dans un conflit insensé alors que leur peuple souffre de faim, qui portent la responsabilité de cette famine. Ce conflit a provoqué la fuite de près de 3,5 millions de personnes, forçant beaucoup de gens à abandonner leurs fermes. Les gens fuient les violences et se cachent dans les marécages. Pour survivre, ils se nourrissent de nénuphars et d'herbes ou essaient de fuir vers les pays voisins en prenant des risques énormes. Néanmoins, alors que 100 000 personnes sont touchées par la famine et que 5,5 millions de personnes risquent de souffrir de faim durant l'été prochain, les dirigeants sud-soudanais compliquent encore plus la tâche à ceux qui veulent acheminer de l'aide. Certes, les dirigeants sud-soudanais ont déclaré qu'ils allaient régler ces problèmes, mais il faut voir ce qu'ils font en réalité. Selon certaines informations, des responsables gouvernementaux sont en train de chasser le personnel humanitaire des zones touchées par la famine. C'est scandaleux.

Les États-Unis demandent au Gouvernement sud-soudanais d'honorer l'une de ses obligations les plus fondamentales envers ses citoyens, en faisant en sorte qu'ils ne meurent pas de faim et en permettant aux organisations humanitaires de faire leur travail et de venir en aide aux populations. Comme l'a indiqué M. O'Brien, par la visite qu'il a effectuée récemment en Somalie, le Secrétaire général a appelé l'attention sur la crise alimentaire en Somalie, qui continue de s'aggraver. Le peuple somalien subit toujours les conséquences d'un conflit qui a duré des décennies. Nous savons qu'en 2011, une famine a fait près de 260 000 morts en Somalie. Aujourd'hui, après plusieurs mauvaises saisons de pluie, la menace d'une famine imminente pèse de nouveau sur la Somalie, et 50 % de la population ont besoin d'aide. Mais la différence entre 2011 et aujourd'hui est que la communauté internationale est mobilisée et est prête à fournir l'aide nécessaire et qu'un nouveau gouvernement fédéral somalien est prêt à coordonner une riposte à la sécheresse. Toutefois, même dans la situation actuelle, le financement est le principal problème qui se pose pour pouvoir sauver des vies, comme l'a souligné M. O'Brien. Seulement 16,2 % des 825 millions de dollars nécessaires pour prévenir et combattre la famine en Somalie ont été déboursés.

Enfin, les membres du Conseil ont pu voir de première main les souffrances des populations dans le nord-est du Nigéria et dans la région du bassin du lac Tchad, où plus de 10 millions de civils – deux personnes sur trois – ont besoin d'aide humanitaire. D'après certaines organisations, certaines régions du Nigéria connaissent déjà la famine depuis l'année dernière et les experts estiment qu'au moins 120 000 personnes pourraient être touchées par la famine d'ici cet été.

Comme nous avons pu le constater, il est très difficile d'acheminer de l'aide dans cette région, en ce moment où les forces armées des pays de la région continuent de lutter contre la brutalité de Boko Haram. Dans ce contexte de combats, les humanitaires et les civils sont exposés aux risques liés aux embuscades, aux attentats-suicides et aux engins explosifs improvisés. Pour sauver la vie des gens qui risquent de mourir de faim, il faut que les acteurs humanitaires bénéficient d'un accès sûr – je fais de nouveau écho à ce qu'a dit le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien. Au cours de notre visite, nous avons constaté qu'il y avait moyen de renforcer la collaboration entre les responsables militaires et les organisations humanitaires, ce qui pourrait permettre d'améliorer l'accès aux populations. Ces organisations peuvent fournir une aide à 2,1 millions de personnes aujourd'hui, ce qui représente une amélioration notable par rapport à l'année dernière. Toutefois, il y a encore 5,1 millions de personnes qui ont besoin d'aide. L'ONU et ses partenaires n'ont toujours pas accès à plus de 50 % des personnes qui souffrent de faim. Par conséquent, l'ONU et les gouvernements des pays du bassin du lac Tchad doivent faire davantage pour garantir l'accès aux zones les plus durement touchées par les opérations de lutte contre Boko Haram.

Pour terminer, je tiens à souligner que nous savons tous ce qu'il faut faire pour prévenir la famine. Les membres du Conseil et tous les autres pays qui ont une certaine influence doivent exercer des pressions

sur les parties sur le terrain pour qu'elles garantissent l'accès humanitaire et réduisent au minimum les conséquences des hostilités sur les populations. Nous devons également donner à l'ONU les ressources dont elle a besoin pour aider les populations. Il est possible de prévenir la famine, mais uniquement si nous avons tous la volonté d'agir.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Fédération de Russie d'avoir demandé qu'une séance soit convoquée sur cette question très importante. Je voudrais exprimer ma gratitude au Secrétaire général adjoint, M. Stephen O'Brien, pour son exposé d'aujourd'hui. Nous devons prendre très au sérieux son message alarmant.

Je me joins aux autres orateurs pour remercier tous les travailleurs humanitaires à l'œuvre dans ces pays, pour le courage et le dévouement dont ils font preuve dans des conditions aussi difficiles.

Je voudrais commencer par le Yémen. Le 22 février, le Secrétaire général a annoncé que le Yémen était l'un des quatre pays caractérisés par un niveau alarmant d'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire et la malnutrition au Yémen constituaient une source de préoccupation même avant le début de la crise actuelle, durant l'été 2014. Le Japon a continué à accorder la priorité aux financements destinés au Programme alimentaire mondial et à l'Organisation mondiale de la Santé.

M. O'Brien a décrit la gravité et la complexité de la situation et des circonstances sur le terrain. Suite aux combats en cours, le volume des importations commerciales au Yémen – qui est déjà confronté à des problèmes de production alimentaire – a baissé, ce qui a entraîné une hausse des prix de produits alimentaires. Les combats aggravent la crise économique, retardent le paiement des salaires et font qu'il est difficile pour les citoyens ordinaires d'acheter des produits de première nécessité. Les combats entravent également la fourniture de l'aide humanitaire par l'ONU et d'autres acteurs humanitaires.

Le Japon est vivement préoccupé par les informations selon lesquelles après Mocha, Hodeïda sera le prochain champ de bataille. Hodeïda est l'épine dorsale de l'économie du Yémen. Si Hodeïda, et en particulier son port, subissent des dégâts importants, l'insécurité économique et alimentaire ne fera que s'aggraver. Nous déplorons vivement la poursuite des combats, des bombardements et des frappes aériennes. Le Conseil de sécurité a appelé unanimement à une solution politique, en soulignant à maintes reprises qu'il n'y avait pas de solution militaire. Les parties doivent écouter l'appel lancé par le peuple yéménite et la communauté internationale et s'employer à parvenir à un cessez-le-feu et à une paix durable.

Le Japon appuie fermement la démarche adoptée par l'ONU en ce qui concerne la crise au Yémen, qui appelle d'abord à une cessation crédible des hostilités sous la supervision du Comité de désescalade et de coordination, suivie de consultations directes entre les parties, sous la médiation de l'ONU. À notre avis, il n'y a pas d'autres options valables. Le Japon pense que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont d'accord à cet égard. Nous devons également prendre très au sérieux les conclusions du groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2140 (2014), selon lesquelles les groupes terroristes profitent activement de l'instabilité politique et de l'absence de gouvernance pour recruter de nouveaux membres et perpétrer de nouvelles attaques .

Près d'une année s'est écoulée depuis que M. Ismail Ould Cheikh Ahmed a annoncé une cessation des hostilités à l'échelle nationale, juste avant le lancement des négociations au Koweït. Nous sommes déçus par la lenteur des progrès réalisés dans le cadre du processus politique et par l'intensification des combats. Toutefois, nous devons continuer à appuyer les efforts déployés par M. Ould Cheikh Ahmed. Il faut que M. Ould Cheikh Ahmed et l'ONU s'expriment avec plus de force et fassent mieux connaître la situation pour attirer l'attention de la communauté internationale sur ce problème. Le Conseil doit envisager d'adresser un message ferme et unanime aux parties pour exprimer son appui au rôle de médiation que joue l'ONU et exhorter les parties à cesser les hostilités et à garantir immédiatement un accès humanitaire sans entrave, sur le long terme.

Face à la situation très préoccupante qui règne au Soudan du Sud, le Japon a annoncé en janvier une contribution d'environ 22,4 millions de dollars en faveur des organismes des Nations Unies, pour des projets humanitaires et de reconstruction. Nous envisageons de fournir une aide supplémentaire, compte tenu de la détérioration de la situation. Le Japon reste vivement préoccupé par la persistance des restrictions à l'accès des acteurs humanitaires. Nous exhortons le Président Kiir à honorer ce qu'il a dit dans sa déclaration au Parlement le 21 février et son engagement à garantir un

accès sans entraves. Il nous faut des mesures concrètes de la part des dirigeants sud-soudanais.

Enfin, le Japon est préoccupé par la grave situation humanitaire en Somalie. Nous devons veiller à ce que la tragédie de 2011 ne se répète pas. Si l'on ne remédie pas à cette situation, les progrès réalisés dans le cadre du processus de formation de l'État somalien pourraient être compromis. Par conséquent, le Japon a annoncé une contribution de plus de 22 millions de dollars à titre d'aide humanitaire et de développement en faveur de la Somalie, dont une partie sera consacrée à une aide alimentaire d'urgence. En outre, nous envisageons sérieusement de prendre d'autres mesures en réponse aux appels lancés par le peuple somalien et l'ONU.

M. Skau (Suède) (*parle en anglais*) : À l'instar des autres orateurs, je voudrais remercier la Fédération de Russie d'avoir appelé à l'organisation de cette séance importante.

Je voudrais tout d'abord remercier le Coordonnateur des secours d'urgence, M. O'Brien, pour cette mission importante qu'il accomplit et pour avoir braqué les projecteurs sur ces crises humanitaires qui continuent de s'aggraver. La situation qui règne actuellement dans des pays comme le Yémen et le Soudan du Sud, où l'état de famine a été déclaré, est absolument terrible et totalement inacceptable. Les membres du Conseil ont pu voir de leurs propres yeux la crise qui frappe le bassin du lac Tchad. Il faut agir immédiatement.

Par conséquent, nous appuyons pleinement l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de l'augmentation des ressources financières et de l'amélioration de l'accès humanitaire. Il faut intensifier le financement d'urgence afin que le système des Nations Unies et ses partenaires puissent fournir une aide vitale aux personnes dans le besoin. La Suède a considérablement augmenté son aide humanitaire à ces pays. Nous appelons les autres États à faire de même. Il faut aussi que la réponse humanitaire parvienne à ceux qui en ont besoin; c'est-à-dire qu'il faut autoriser l'accès humanitaire dans tous les contextes. Nous demandons à toutes les parties de respecter les principes humanitaires et d'honorer leurs obligations découlant du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme.

Seules des solutions politiques peuvent mettre fin aux souffrances humanitaires et apporter durablement la paix et le développement. Comme l'a dit la Vice-Secrétaire générale (voir S/PV.7894), le relèvement durable nécessite d'investir dans des approches globales qui remédient aux conflits, au sous-développement chronique et aux effets des changements climatiques. Nous devons combler le fossé entre l'assistance humanitaire et les interventions de développement, et pour cela nous avons besoin de nouvelles façons de travailler. Nous pouvons et devons tous faire mieux.

J'en viens maintenant aux situations propres à chaque pays. Je pense que toutes les situations considérées aujourd'hui méritent d'être mentionnées, mais par souci de temps, je me concentrerai sur le Yémen et le Soudan du Sud.

La situation au Yémen est à la fois choquante et totalement intolérable. Nous ne pouvons pas regarder de l'autre côté quand on nous dit que 19 millions d'êtres humains sont sans protection humanitaire, quand on entend que 7 millions de personnes ne savent pas où trouver leur prochain repas, qu'un enfant meurt toutes les 10 minutes et que, comble du paradoxe, beaucoup de ceux qui échappent au conflit militaire ou à la famine risquent de mourir faute de soins médicaux élémentaires. Il faut d'urgence reconstituer les réserves de médicaments, de nourriture et de carburant. Toutes les parties ont l'obligation de permettre un accès humanitaire sans entrave. Les parties doivent s'abstenir d'opposer des contraintes bureaucratiques à l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front, faciliter les importations commerciales par tous les ports – en particulier la ligne de vie qu'est Hodeïda – et permettre la reprise des vols commerciaux.

Comme nous l'avons entendu, une action immédiate s'impose pour empêcher une famine généralisée. Or, l'ONU ne dispose pas des fonds nécessaires pour intensifier son action. Le plan d'intervention humanitaire mentionné par le Secrétaire général adjoint est actuellement financé à hauteur de 6 % seulement. Face à cela, comme nous l'avons entendu aujourd'hui, la Suisse et la Suède, conjointement avec le Secrétaire général et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ont pris l'initiative d'organiser une conférence de haut niveau d'annonce de contributions pour la crise humanitaire au Yémen, le 25 avril à Genève. Nous invitons tous les partenaires à y participer et les exhortons à se montrer généreux et à décaisser rapidement les fonds supplémentaires pour faire face à la crise. L'aide humanitaire ne résoudra jamais la crise au Yémen. Il faut d'urgence rétablir la cessation des hostilités et intensifier les efforts pour parvenir à un

accord politique négocié afin d'apporter une solution durable à la crise en cours.

Au Soudan du Sud, la détérioration de la situation sécuritaire contribue directement à la crise humanitaire. Seule la fin du conflit peut conduire à une véritable amélioration des conditions de vie des Sud-Soudanais. Une cessation immédiate des hostilités et un processus politique revitalisé et véritablement inclusif, soutenu par l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Union africaine et l'ONU, sont nécessaires de toute urgence. Je souligne également qu'il est totalement inacceptable que les travailleurs humanitaires au Soudan du Sud soient attaqués et tués. Les organismes humanitaires continuent de se heurter à de multiples obstacles, notamment le refus d'accès et les entraves bureaucratiques. Nous exhortons toutes les parties, y compris le Gouvernement, à se conformer à leur obligation de garantir un accès humanitaire total et sans entrave dans tout le Soudan du Sud.

Pour conclure, je répète que la communauté internationale doit agir immédiatement si l'on veut éviter la famine et la mort. Sans quoi, la catastrophe humaine sera tout simplement inimaginable.

M. Sadykov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint O'Brien de la mise à jour qu'il a fournie aujourd'hui et de ses efforts pour atténuer la situation humanitaire au niveau mondial, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique. Ma délégation voudrait faire les observations suivantes.

En ce qui concerne le Yémen, l'escalade de l'offensive militaire a entraîné une nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans ce pays, provoquant des pénuries alimentaires, la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, l'arrêt de la production agricole et d'autres conséquences catastrophiques. Près de 19 millions de personnes, soit plus des deux tiers de la population, ont besoin d'une aide et d'une protection humanitaires. Il est évident que des actions doivent être lancées pour que les secours humanitaires vitaux puissent pallier la gravité de la crise. À cette fin, les liaisons aériennes commerciales vers Sanaa doivent reprendre, parallèlement au contrôle rigoureux des marchandises importées, conformément à la résolution 2216 (2015), afin de faciliter la livraison rapide de médicaments, de denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité.

La détérioration de la situation humanitaire ne peut être atténuée que si on met fin à la violence par la cessation des hostilités et un processus politique inclusif, seuls moyens de parvenir à une paix durable. Nous exhortons toutes les parties à garantir la libre circulation des approvisionnements commerciaux et humanitaires, sans lesquels des millions d'êtres humains risquent la famine et la mort. Toutes les parties en conflit doivent s'asseoir à la table de négociation pour faciliter un accès humanitaire rapide, complet et sans entrave.

En ce qui concerne la Somalie, nous sommes très préoccupés par la situation humanitaire et exhortons la communauté internationale à intervenir de toute urgence pour aider les familles et les individus à survivre à la sécheresse. Nous devons à tout prix éviter une tragédie humanitaire en ce moment, afin que la Somalie ne connaisse pas une situation semblable à celle de 2011 où lorsque l'état de famine fut officiellement déclaré, la moitié de ceux qui avaient besoin d'aide étaient déjà morts. À ce stade, il est crucial de renforcer le secteur de la sécurité grâce à une réforme bien planifiée dans le cadre de laquelle la communauté internationale pourrait aider le nouveau Gouvernement à lutter contre les organisations terroristes.

Pour ce qui est du Soudan du Sud, nous sommes profondément préoccupés par le fait que l'état de famine a été déclaré en février dans plusieurs parties de ce pays. La faim et la malnutrition, qui ont atteint des niveaux critiques, pourraient s'aggraver davantage au cours des mois d'été si on n'agit pas d'urgence et de manière opportune. À cet égard, nous félicitons le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, d'avoir évoqué franchement et directement avec les responsables de Djouba la situation humanitaire désastreuse dans le pays. Il est clair que la crise actuelle est aussi une conséquence directe du conflit et des entraves à l'accès humanitaire. Le Kazakhstan souligne la nécessité d'une cessation des hostilités au Soudan du Sud afin que les souffrances du peuple sud-soudanais prennent fin. Nous demandons au Gouvernement sud-soudanais d'autoriser l'accès des organismes humanitaires dans les régions du pays gravement touchées par la famine, étant donné que des centaines de milliers de personnes vont mourir de faim au Soudan du Sud, si les secouristes n'arrivent pas jusqu'à elles.

M. Llorentty Solíz (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord remercier la délégation de la Fédération de Russie pour son initiative de convoquer le débat d'aujourd'hui. Bien entendu, je remercie également M. O'Brien et son équipe de leur travail sur l'un des sujets les plus délicats pour la

communauté internationale, ce qui traduit bien l'esprit dans lequel nous nous réunissons aujourd'hui, à savoir mettre tout en oeuvre pour atténuer la situation tragique dans diverses parties du monde.

Nous sommes nous aussi préoccupés par l'évolution alarmante au Soudan du Sud et en Somalie. Nous pensons que la solution à ces situations doit être de nature politique. Nous renouvelons notre appui aux efforts de M. O'Brien et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, car nous estimons que leur travail est fondamental.

En ce qui concerne le Yémen, nous avons dit ce matin que le silence est éloquent et peut souvent en dire long. Je crois qu'en ce qui concerne la situation au Yémen, le silence du Conseil pourrait être interprété autrement. Nous estimons qu'il est impératif de regarder de plus près la situation au Yémen sous tous les angles. Nous tenons à redire que l'État plurinational de Bolivie est résolument convaincu que la seule solution à l'épineux conflit au Yémen passe par un processus politique et non par l'emploi de la violence.

Les statistiques que M O'Brien nous a communiquées sont vraiment choquantes. Nous parlons de 21,2 millions de personnes qui ont besoin d'assistance et de protection pour satisfaire leurs besoins essentiels. Quelque 17 millions de personnes sont en proie à l'insécurité alimentaire, une façon très élégante de dire qu'elles sont au bord de la famine, et 3,3 millions de femmes enceintes sont en état de malnutrition. La représentante des États-Unis et le représentant de la Suède ont rappelé qu'au Yémen, un enfant meurt toutes les 10 minutes en raison du manque de nourriture. Si l'on considère le nombre d'enfants qui ont perdu la vie depuis le début de la présente séance, nous réalisons à quel point la situation est grave.

Je ne vais pas répéter toutes les statistiques. L'exposé de M. O'Brien a été très éloquent, mais la situation au Yémen – une guerre qui a commencé en mars 2015 – a déjà fait plus de 10 000 morts. Et je réitère que la délégation bolivienne considère que le Conseil de sécurité a gardé, sur cette question, un silence trop long et, en même temps, trop suspect. Nous sommes très préoccupés par la situation humanitaire intenable qui afflige le Yémen et par la famine généralisée qui menace la vie de millions de personnes. Nous sommes également très préoccupés par le fait qu'en même temps que l'assistance humanitaire qui peut être déployée est limitée, les civils et les installations civiles continuent de faire l'objet d'attaques.

Comme d'autres collègues l'ont fait remarquer, nous sommes tout particulièrement préoccupés par la situation dans la province de Hodeida, qui a été l'objet de restrictions en dépit du fait que des milliers de Yéménites ont besoin de l'assistance humanitaire qui arrive par l'intermédiaire de son port, et par les attaques constantes affectant ses capacités opérationnelles. Le Coordonnateur résident/Coordonnateur de l'action humanitaire et Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement pour le République du Yémen, M. Jamie McGoldrick, a déclaré au *Washington Post* le 24 février que des attaques ont détruit ou endommagé des ponts et des routes dans toute la province portuaire de Hodeïda, et que les roquettes qui n'ont pas explosé ont atterri à l'intérieur du port, ce qui a encore réduit les importations et le nombre de navires disposés à se rendre à Yémen. Un blocus unilatéral a été imposé restreignant les importations de vivres et de médicaments dont des millions de Yéménites dépendent pour leur survie, des importations qui devront désormais être transportées depuis les ports du sud pour atteindre les millions de personnes qui risquent de mourir de faim dans le nord. Le Yémen dépend des près de 20 % d'importations de denrées alimentaires et de médicaments. C'est pourquoi toute action qui met ces importations en danger est un attentat contre la population yéménite et contre le droit international humanitaire.

À cet égard, nous pensons qu'il y a quelque chose de concret que nous pouvons faire aujourd'hui au Conseil de sécurité, et qui consiste à envoyer un message clair, unanime et sans équivoque que les restrictions imposées au port de Hodeïda doivent être levées pour permettre l'accès humanitaire. Bien entendu, il faudra du temps et d'autres actions en fonction des besoins économiques pour faire face à la situation, mais nous pensons que, à tout le moins, le Conseil a l'obligation de renouveler son appel unanime en faveur de la levée des restrictions imposées à cette zone portuaire.

M. Aboulatta (Égypte) (*parle en arabe*) : Je remercie M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, de son exposé et des efforts inlassables déployés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour fournir une aide humanitaire à toutes les régions du Yémen. Comme tous les pays du monde, nous attachons une grande valeur à leurs travaux. Mon intervention portera sur les situations au Yémen, au Soudan du Sud et en Somalie.

En ce qui concerne la situation au Yémen, ma délégation est préoccupée par la détérioration de la situation humanitaire qui touche le peuple frère de ce pays. Nous insistons sur la nécessité d'autoriser l'accès sans condition de l'aide humanitaire à toutes les régions du Yémen. Nous regrettons que les Houthistes continuent de bloquer l'accès et l'aide à la ville de Taëz. Nous dénonçons également le fait qu'ils n'ont pas autorisé le Secrétaire général adjoint à rentrer dans la ville de Taëz durant sa visite au Yémen. Nous appelons la communauté internationale à augmenter ses contributions humanitaires au Yémen afin d'assurer un financement suffisant pour les organismes de secours.

Par ailleurs, il faut continuer à promouvoir l'acheminement efficace de l'aide au Yémen une fois qu'elle arrive dans le pays, notamment en améliorant les réseaux de distribution des organismes de secours. Nous appelons également à envisager la possibilité de déployer des observateurs des Nations Unies chargés de surveiller les stocks contrôlés par les Houthistes, en particulier au port de Hodeïda, de façon à mettre fin à certaines pratiques qui ont été récemment signalées par la coalition, consistant notamment à bloquer l'entrée de navires autorisés dans le port, ce qui ne fait qu'accroître les souffrances du peuple yéménite frère.

Les souffrances humanitaires de la population du Soudan du Sud ont augmenté le mois dernier pour atteindre des niveaux sans précédent. Le cercle vicieux des combats qui font rage depuis 2013 a provoqué le déplacement de millions de civils. Des centaines de milliers de personnes sont victimes de la faim et de la malnutrition. Il est donc urgent de faciliter l'accès de la Mission des Nations Unies en Soudan du Sud dans les zones touchées d'une manière rapide, sûre et sans entrave afin qu'elle puisse mettre en œuvre le mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité. Aujourd'hui plus que jamais, la population du Soudan du Sud a besoin de l'appui de la communauté internationale et des donateurs. Les ressources requises pour lutter contre cette crise humanitaire sont désormais estimées à 1,6 milliard de dollars, dont la majeure partie n'a toujours pas été réunie.

Nous exprimons notre profonde préoccupation face aux conséquences de plus en plus graves de la crise résultant de la sécheresse et de la malnutrition qui touchent les populations de la Somalie. Nous devons d'urgence faire face à cette crise qui menace d'annuler tous les gains politiques et sécuritaires obtenus à ce jour en Somalie, tout en tenant compte de la concurrence que suscitent des ressources naturelles déjà rares et des conflits que cela pourrait entraîner dans les régions touchées. Nous soulignons également la nécessité d'accroître les efforts régionaux et internationaux visant à porter secours aux zones touchées par la sécheresse et d'assurer l'acheminement de l'aide humanitaire aux citoyens somaliens dans le besoin dont le nombre est estimé à 6 millions.

Il importe également de soutenir la coordination permanente entre les différentes parties dans le processus de secours et d'assurer la participation du Gouvernement fédéral somalien et de toutes les administrations régionales concernées à chaque phase du processus. Si nous voulons mettre un terme aux souffrances du peuple somalien, nous devons faire fond sur les enseignements tirés de notre expérience en matière de lutte contre l'épidémie de drogues qui affecte la Somalie depuis 2011.

Nous devons également promouvoir le renforcement des capacités des institutions somaliennes afin qu'elles puissent atténuer les conséquences économiques et humanitaires des crises futures.

Pour terminer, je voudrais insister sur le fait que le dénominateur commun des trois pays est leurs crises politiques. En dépit de leurs différentes situations, la détérioration grave et continue de leurs situations humanitaires respectives est une conséquence directe de l'absence de règlement politique. Nous ne pourrons améliorer durablement la situation humanitaire et mettre un terme aux souffrances des civils au Yémen, au Soudan du Sud et en Somalie que dans le cadre d'un processus politique sans exclusive qui ouvre la voie à un règlement politique fondé sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Malgré son importance, l'assistance humanitaire ne sera jamais en mesure d'apporter une solution définitive à long terme aux crises qui affectent la population de ces pays.

M. Cardi (Italie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Fédération de Russie d'avoir demandé la présente séance et le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, pour son exposé. Et je vous remercie également, Monsieur le Président, pour le travail acharné que vous-même et tous les acteurs humanitaires réalisez dans le cadre de vos activités quotidiennes.

Lors de sa récente visite au Yémen, le Secrétaire général, M. Guterres, a mis l'accent sur l'interconnexion entre les crises actuelles et l'importance de la promotion d'une approche intégrée en matière de paix et de

sécurité internationales. Nous appuyons pleinement cette idée, particulièrement à la lumière de la visite effectuée dernièrement par le Secrétaire général dans la région du bassin du lac Tchad, et nous souscrivons à l'appel lancé par le Secrétaire général demandant qu'une aide soit fournie immédiatement pour éviter la famine.

À l'instar d'autres pays, l'Italie est bien évidemment très préoccupée par la situation au Yémen et par la destruction violente des vies que le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, a décrite avec tant d'éloquence aujourd'hui et dans son exposé du 26 janvier (voir S/PV.7870), et qui, à bien des égards, nous a vraiment ouvert les yeux. L'Italie fournit déjà une aide aux Yéménites dans les domaines de la nutrition et de l'assistance aux femmes et aux filles victimes de la violence. Cette année, nous prévoyons de verser une autre contribution, qui sera annoncée à la prochaine conférence des donateurs à Genève, mais nous avons aussi pris note du caractère urgent de l'appel d'aujourd'hui.

Mais, bien entendu, créer une fonds ne suffit pas. Ce qu'il faut, c'est que l'aide parvienne à ceux qui en ont besoin. C'est pourquoi nous demandons aux parties au conflit de garantir un accès humanitaire total, rapide et sans entraves en tout temps. Il n'est pas besoin de dire qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit au Yémen. Un accord politique est le seul moyen d'y parvenir et, par conséquent, toutes les parties au conflit doivent au bout du compte montrer qu'elles sont résolues à négocier un règlement sous l'égide des Nations Unies et de l'Envoyé spécial. Le Ministre adjoint des affaires étrangères de l'Italie se trouve actuellement dans la région pour parler des dimensions politiques de la crise et de la façon dont l'Italie peut apporter une aide politique et humanitaire.

La crise au Yémen est en étroite corrélation avec celle de la Somalie voisine, et nous saluons l'approche régionale adoptée par le Secrétaire général adjoint, laquelle souligne le lien qui existe entre ces deux situations. Les réfugiés somaliens au Yémen et les rapatriés du Yémen sont aussi un sujet de préoccupation, car ils peuvent aussi servir de liens au trafic illicite de la criminalité transnationale organisée et des groupes terroristes, dont la présence dans la région va en se renforçant. L'Italie continuera de soutenir le nouveau Président élu somalien, M. Farmajo, ainsi que les autorités somaliennes qui s'efforcent de faire face à une situation difficile, en plaçant un accent particulier sur des questions telles que l'autonomisation des femmes et des jeunes, la nutrition, la protection sociale et la résilience, l'accès aux services de santé et le déminage.

Mais cela doit être une action collective, et à cet égard, je voudrais saluer la générosité dont ont fait montre les voisins de la Somalie, en particulier l'Éthiopie et le Kenya, en accueillant les réfugiés somaliens fuyant la sécheresse, les changement climatiques et les menaces pesant sur la sécurité, ce sur quoi le Secrétaire général a insisté durant la visite qu'il a effectuée dans la région. Nous saluons aussi la table ronde organisée dernièrement par le Président Farmajo à Mogadiscio et attendons avec intérêt d'autres résultats à la Conférence de l'Autorité intergouvernementale pour le développement du 25 mars sur les réfugiés somaliens et à celle qui doit avoir lieu à Londres en mai sur la Somalie.

Pour ce qui est du Soudan du Sud, je voudrais évoquer brièvement deux aspects spécifiques de la crise qui nous préoccupent tout particulièrement. Le premier, ce sont les restrictions imposées à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et aux organisations non gouvernementales en matière d'accès humanitaire. Le second est le rôle potentiel des églises sud-soudanaises dans l'atténuation de la crise et le renforcement de la résilience de la population. Les églises sont souvent le dernier bastion de l'aide humanitaire au niveau local, et pourtant, comme cela a été démontré dans le cas de Kajo Keji il y a deux semaines, elles sont de plus en plus souvent victimes d'intimidation, de harcèlement et de violence. Nous condamnons fermement les atteintes à la liberté religieuse et à la sécurité des sites religieux du pays, et réitérons notre ferme appui aux courageux efforts que déploie le Conseil des églises du Soudan du Sud pour défendre la paix, le dialogue et la réconciliation dans la région.

M. Vitrenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général adjoint, M. O'brien, d'avoir rendu compte fidèlement et de façon saisissante de l'ampleur de la crise humanitaire dans les trois pays où il s'est rendu. Par souci de brièveté et de concision, comme l'a demandé le Président, je vais mettre l'accent sur la situation au Yémen, tout en abordant aussi certaines questions d'ordre politique et sécuritaire qui, comme l'a dit à juste titre M. O'Brien, et comme l'Égypte et d'autres délégations l'ont souligné, affectent directement les questions humanitaires dans ces trois pays.

À l'instar d'autres orateurs, nous sommes préoccupés par la dégradation de la situation humanitaire au Yémen et exhortons toutes les parties à veiller à un

acheminement durable des fournitures humanitaires, sans lesquelles des millions de Yéménites risquent de mourir de faim. Nous accueillons avec satisfaction la première cargaison d'équipement médical acheminée par camions à la ville de Taëz, et nous faisons écho à l'appel lancé à toutes les parties au conflit pour qu'elles souscrivent à leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et qu'elles garantissent notamment un accès humanitaire durable, plein et sans entraves.

L'Ukraine demeure convaincue qu'il importe de mettre fin d'urgence à la violence en Ukraine et de parvenir à un règlement politique négocié du conflit. À cet égard, nous sommes de plus en plus préoccupés par l'intensification des attaques à la roquette lancées par les forces houthistes au Yémen visant des cibles situées sur le territoire de l'Arabie saoudite et des navires opérant près de Bab Al-Mandeb. Faire en sorte que cet important passage maritime reste sûr et sécurisé est d'une importance capitale. Les forces d'Al-Houthi et de Saleh utilisent aussi de façon accrue les missiles balistiques. Nous demandons que ces attaques cessent immédiatement et demandons instamment que les mesures nécessaires soient prises pour apaiser la situation. À cet égard, il est essentiel que tout autre transfert d'armes aux forces d'Al-Houthi et de Saleh soit bloqué si nous voulons prévenir l'escalade du conflit. La fourniture d'armements encore plus sophistiqués aux combattants houthis n'aidera pas à remédier à la situation.

Parvenir à un règlement politique négocié du conflit continue d'être compliqué. Nous réaffirmons notre appui à l'Envoyé spécial, Ismail Ould Cheikh Ahmed, dans sa quête d'une telle solution, et nous saluons l'action menée dernièrement pour relancer les pourparlers, ainsi que la contribution de la Jordanie à cet égard. Faute de dialogue constructif, les résultats pourraient être catastrophiques, et les seuls qui en bénéficieront seront les groupes terroristes qui sont de plus en plus actifs au Yémen. Il est déconcertant de voir Al-Qaida dans la péninsule arabique continuer de montrer sa capacité d'étendre sa base d'appui opérationnel au Yémen et d'exploiter les profondes lignes de division qui caractérisent la société yéménite déchirée par la guerre. Il nous faut œuvrer de concert pour empêcher que cela soit le cas.

M. Shen Bo (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine remercie le représentant de la Fédération de Russie d'avoir demandé la tenue de la présente séance, et le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, du point qu'il nous fait sur la visite qu'il a effectuée récemment au Yémen et dans d'autres pays. Nous félicitons le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'action qu'il mène pour remédier à la situation humanitaire dans ces pays, et demandons à la communauté internationale de tendre une main secourable pour y faire face.

Puisque nous débattons souvent de la situation au Soudan du Sud et en Somalie je vais donc, en raison du manque de temps, mettre l'accent sur la situation au Yémen.

La Chine juge troublante l'escalade du conflit, et est préoccupée par la dégradation de la situation humanitaire et les attaques récurrentes menées contre les civils et les installations civiles dans ce pays, ainsi que par la famine qui frappe le peuple yéménite et d'autres facteurs de risques. Il faut améliorer la situation humanitaire et le peuple yéménite a besoin d'une aide extérieure. La Chine exhorte les parties au conflit au Yémen à respecter strictement le droit international humanitaire, à cesser les attaques contre les civils et les cibles civiles, à appuyer activement les opérations de secours humanitaire menées par l'Organisation des Nations Unies pour garantir un accès humanitaire sûr et sans entraves. La communauté internationale doit elle aussi se joindre aux efforts visant à améliorer la situation humanitaire. La Chine fournit des secours humanitaires au peuple yéménite, notamment des fournitures médicales d'une valeur de 2 milliards de yuan, qui arriveront à destination très bientôt, durant la première partie de cette année, et nous continuerons dans la mesure de nos possibilités de lui fournir une telle aide.

La paix et la stabilité au Yémen sont essentielles à l'action menée pour atténuer fondamentalement la situation humanitaire dans ces pays et le dialogue politique est le seul moyen de parvenir à une paix durable dans ce pays. La Chine prie instamment toutes les parties au conflit de montrer qu'elle désirent sincèrement la réconciliation, de cesser les hostilités immédiatement et d'empêcher la situation de se détériorer. Nous appuyons l'Envoyé spécial, M. Ould Cheikh Ahmed, dans le cadre du renforcement de ses bons offices et soutenons les efforts déployés par les pays de la région pour faciliter les pourparlers de paix et instaurer la confiance nécessaire au rétablissement de la stabilité au Yémen dans les plus brefs délais.

M. Woldegerima (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint Stephen

O'Brien de son exposé détaillé sur la visite qu'il a récemment effectuée au Yémen et dans d'autres pays de notre région, notamment la Somalie et le Soudan du Sud qui sont aux prises avec d'énormes problèmes humanitaires. Je me dois également de mentionner la visite qu'il a réalisée dans la région somalienne de l'Éthiopie, qui fait face à une situation de sécheresse.

Ce que nous avons entendu de M. O'Brien est préoccupant compte tenu de l'étendue et de l'ampleur du défi humanitaire. Nous saisissons cette occasion pour remercier le Secrétaire général, qui a effectué sa première visite sur le terrain en Somalie pour lui témoigner sa solidarité et qui a lancé un vibrant appel à la communauté internationale pour qu'elle vienne en aide à ce pays.

Comme d'autres, nous allons nous limiter à la situation humanitaire au Yémen, qui est effectivement extrêmement préoccupante. Le peuple yéménite risque la famine si l'on n'agit pas maintenant. C'est pourquoi la communauté internationale doit agir de toute urgence et avec détermination pour éviter une tragédie humanitaire. À cet égard, nous appuyons l'appel lancé par M. O'Brien en faveur d'une action internationale immédiate. Il est impératif d'assurer un accès humanitaire sûr et sans entrave si nous voulons que l'aide si nécessaire parvienne aux millions de Yéménites touchés. Nous exprimons notre gratitude à tous les travailleurs humanitaires sur le terrain, qui opèrent dans des conditions extrêmement difficiles pour venir en aide aux personnes dans le besoin.

Comme M. O'Brien, nous pensons qu'il faut absolument combler l'énorme déficit de financement pour répondre aux besoins humanitaires urgents au Yémen. Nous notons avec préoccupation que seuls 6,3 % des 2,1 milliards de dollars nécessaires ont été reçus à ce jour. Nous espérons que la conférence d'appel à contributions en réponse à la crise humanitaire au Yémen, qui se tiendra à haut niveau sous les auspices de l'ONU et des Gouvernements suisse et suédois le 25 avril à Genève, permettra de mobiliser l'appui nécessaire pour combler le déficit de financement existant.

Enfin, nous sommes d'accord avec nos collègues pour dire que nous ne pourrons relever les défis d'ordre sécuritaire, économique et humanitaire du Yémen si nous ne trouvons pas de solution à la crise sévissant dans ce pays. C'est pourquoi la conclusion d'un règlement politique global doit être une priorité urgente. À cet égard, nous continuerons d'appuyer les efforts de l'Envoyé spécial des Nations Unies, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, visant à relancer des pourparlers de paix sans exclusive et à parvenir à la cessation des hostilités, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

M. Ciss (Sénégal) : Je remercie la Fédération de Russie d'avoir demandé cette réunion d'information et M. Stephen O'Brien des informations extrêmement importantes qu'il nous a fournies sur la situation humanitaire sur le terrain.

Ma délégation ne peut que souscrire à la pertinence des analyses qui ont été livrées par mes préopinants, et c'est la raison pour laquelle elle se limitera à soulever les quelques points ci-après pour ne pas se répéter, et ce sera pour dire que nous sommes particulièrement préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire dans les quatre pays que sont le Yémen, le Soudan du Sud, la Somalie et le Nigéria. En effet, les chiffres et les prévisions sombres que nous venons d'entendre font froid dans le dos et devraient interpeller notre conscience collective.

En ce qui concerne le Yémen, ma délégation voudrait rappeler aux parties au conflit, et en particulier aux Houthistes et à leurs alliés, les obligations qui leur incombent en vertu du droit international. Parmi ces obligations figurent notamment la nécessité d'assurer un accès immédiat, durable, sûr et sans entrave à toutes les personnes ayant besoin d'assistance, où qu'elles se trouvent sur le territoire yéménite. C'est le lieu également pour ma délégation d'inviter les parties, en particulier les Houthistes et leurs alliés, à reprendre de bonne foi les négociations et à faire preuve de réalisme et de confiance pour parvenir à une solution politique, qui reste la seule voie pouvant permettre de mettre fin à cette crise aux conséquences sécuritaires et humanitaires désastreuses.

En ce qui concerne le Soudan du Sud, la famine qui sévit dans plusieurs régions de ce pays naturellement nous préoccupe. Plus que jamais, ce pays a besoin de l'accompagnement et de l'assistance de la communauté internationale pour lui permettre non seulement de surmonter cette crise humanitaire, mais aussi de renforcer ses capacités à faire face très rapidement à des situations extrêmes, comme la famine actuelle.

En ce qui concerne la situation dans les pays du bassin du lac Tchad et en Somalie, nous estimons, comme l'a dit Stephen, que la situation, et particulièrement la famine qui se profile à l'horizon, n'est pas une fatalité. Certes, nous reconnaissons les efforts déjà déployés,

en particulier par les partenaires, mais également par l'ONU au niveau de ces pays, mais nous sommes d'avis que la communauté internationale doit agir et faire plus, mieux et vite eu égard au contexte que nous savons tous, marqué par la prolifération dans certains de ces pays de groupes terroristes, qui sont les premiers à tirer profit de toute détérioration de la situation humanitaire.

À ce propos, nous formulons l'espoir que la visite que le Conseil vient de conduire dans les pays du bassin du lac Tchad et qui a permis de constater de visu l'ampleur des défis, est un premier pas dans le sens de cette mobilisation de la communauté internationale pour permettre à l'ensemble de ces quatre pays de surmonter cette épreuve humanitaire qui les menace, mais également de faire preuve de plus de résilience face aux nombreux défis auxquels ils doivent faire face.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Royaume-Uni.

Je tiens tout d'abord à remercier Stephen de son exposé, ainsi que de son esprit d'initiative et de son énergie pour faire face aux défis humanitaires les plus redoutables au monde. Par son intermédiaire, je rends également hommage à tous les travailleurs humanitaires qui répondent à ces défis humanitaires d'une ampleur sans précédent, inacceptable et presque inimaginable. Plus de 20 millions d'hommes, de femmes et d'enfants risquent de mourir de faim dans les six prochains mois. Cela équivaut à la quasi-totalité de la population de l'Australie, un chiffre absolument sidérant en 2017.

Je voudrais me concentrer brièvement sur le Soudan du Sud, la Somalie, puis le Yémen.

Au Soudan du Sud, il faut que le Gouvernement mette enfin un terme aux combats et améliore l'accès à l'aide humanitaire. Il est absolument inacceptable que les personnes se trouvant dans les zones touchées par la famine, telles Mayardit, ne reçoivent pas les denrées alimentaires et les fournitures médicales qui pourraient leur sauver la vie. C'est le message que nous devons continuer d'envoyer au plus haut niveau, y compris lors de notre prochaine réunion sur le Soudan du Sud, qui sera présidée par le Ministre britannique des affaires étrangères plus tard ce mois. Nous devons également mettre la main au portefeuille. Le Royaume-Uni est le deuxième donateur bilatéral du Soudan du Sud, mais nous ne pouvons pas agir seuls. Outre notre contribution financière, nous avons également étoffé la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud de près de 400 Casques bleus, d'ingénieurs militaires et d'un hôpital de campagne. Nous invitons d'autres pays à nous emboîter le pas.

En Somalie, nous avons peu de temps pour agir avant que la sécheresse ne s'installe. Si nous agissons rapidement et de façon décisive, nous pouvons prévenir une répétition de ce qu'il s'est passé en 2011, lorsque plus d'un quart de million de personnes sont mortes de faim. Encore une fois, nous devons tous jouer notre rôle. Le Royaume-Uni fournit une aide alimentaire d'urgence et de l'eau potable à un million de personnes, mais plus, bien plus est nécessaire. Si nous n'intervenons pas, d'autres profiteront de la situation. Les Chabab sont prêts à s'engouffrer dans toute brèche laissée ouverte par un manque de ressources nationales ou internationales. Si nous abandonnons le peuple somalien, nous risquons de remettre en cause les progrès accomplis ces quatre dernières années sur les plans politique et de la sécurité, forçant ainsi les Somaliens à se tourner vers les Chabab par désespoir. J'encourage donc vivement d'autres donateurs à se manifester.

Au Yémen, la situation est tout aussi grave. La poursuite du conflit fait payer le plus lourd tribut aux civils. Voilà pourquoi nous exhortons toutes les parties à ménager un accès sécurisé à l'ONU et aux organisations non gouvernementales pour leur permettre de fournir une aide vitale. Cela signifie que toutes les parties doivent honorer leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour épargner les civils et les infrastructures civiles, car l'acheminement continu de marchandises vers le Yémen est essentiel si nous voulons prévenir la famine. Au cours de l'année écoulée, 85 % des besoins alimentaires du Yémen ont été satisfaits grâce aux importations commerciales. Toutes les parties doivent continuer de faciliter les importations commerciales et humanitaires et leur distribution ultérieure, et nous devons continuer d'aider le mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies pour le Yémen à s'acquitter de sa tâche cruciale.

En tandem, nous devons trouver des moyens de stabiliser le secteur bancaire afin de régler la crise de liquidités pour que les importateurs disposent des moyens et des fonds nécessaires pour payer les aliments et les biens essentiels. Nous devons accentuer nos efforts. L'appel lancé l'année dernière par l'ONU n'a été financé qu'à hauteur de 60 %; cette année, il ne l'est qu'à hauteur de 6 %. Nous devons donner généreusement afin que le Coordonnateur résident dispose des ressources

nécessaires pour lutter contre la crise. De son côté, le Royaume-Uni a porté à 125 millions de dollars le montant de l'aide humanitaire qu'il fournit au Yémen, et, en 2015 et 2016, il a fourni une aide alimentaire, des fournitures médicales et de l'eau potable à plus d'un million de Yéménites.

Il restera néanmoins difficile de répondre aux besoins humanitaires du Yémen tant que dure le conflit. Nous appelons les parties à examiner sérieusement les propositions de l'Envoyé spécial du Secrétaire général en faveur de la paix, et à œuvrer à l'instauration d'un cessez-le-feu et à un règlement politique durable. Le Royaume-Uni continuera de jouer un rôle directeur en appuyant ses efforts à cette fin.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

La séance est levée à 16 h 30.